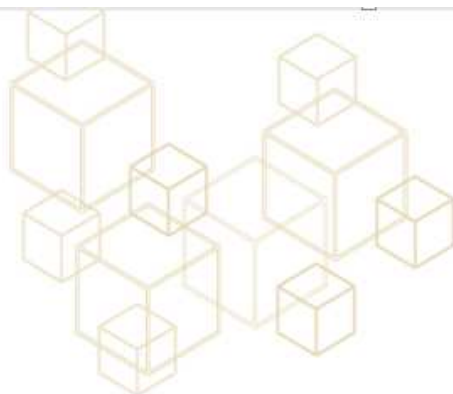




COMMUNICATION SUR LE PROGRES 2017 -
RENOUVELLEMENT

RENOUVELEMENT D'ENGAGEMENT DE GILLES PERROT



**H.E. Ban Ki-moon
Secrétaire Général des
Nations Unies
New York, NY 10017
USA**

Limoges, le 27 Février 2018



Siège social
Parc d'Activités de Magré-Romanet
56, rue Paul Claudel
87000 Limoges

Tel. +33 (0)5 55 06 44 50
Fax +33 (0)5 55 06 44 60
accueil@quadria.fr
www.quadria.fr

Objet : Renouveau de l'engagement de Quadria au Global Compact des Nations Unies

Honorable Secrétaire Général,

En adhérant au Pacte Mondial des Nations Unies en Juin 2016, Quadria s'est engagé à intégrer et à respecter les grands principes fondamentaux du Global Compact. Notre stratégie d'entreprise nous a permis d'appliquer ces principes et nous nous engageons à les diffuser sur le long terme.

En 2017, nous avons mis en oeuvre un certain nombre d'initiatives afin de nous imprégner des valeurs transmises par le Global Compact des Nations Unies.

Nous vous invitons à partager les principales actions menées au cours de l'année écoulée, au travers de notre « Communication sur le progrès 2017 ».

Au nom de l'ensemble des collaborateurs de Quadria, je suis heureux de renouveler notre engagement et vous assure de notre soutien aux dix principes fondamentaux relatifs aux droits de l'Homme et du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Gilles PERROT
Président et Directeur Général

RESEAU EURALLIANCE

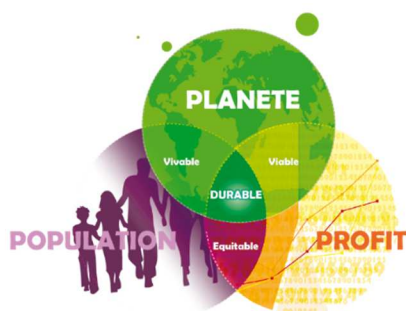
Quadria - SA au capital de 14 851 500 € - 757 501 028 RCS LIMOGES
Siège social : Parc d'Activités de Magré-Romanet - 56, rue Paul Claudel - 87000 Limoges



TABLE DES MATIERES

Renouveau d'engagement de Gilles Perrot	2
La Responsabilité Sociétale des Entreprises	4
Les Valeurs et les Métiers de Quadria.....	4
Les 10 principes du Pacte Mondial	5
Exemples d'application des 10 principes chez Quadria.....	6
au niveau des DROITS DE L'HOMME.....	6
Au niveau des NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL.....	6
Au niveau de la Protection de l'ENVIRONNEMENT	7
Au niveau de la LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.....	8
Annexes.....	9
Annexe N°1 : Convention signée avec Leyton	9
Annexe N°2 : Lettre d'engagement avec l'AGIT	14
Annexe N°3 : Sensibilisation des Fournisseurs.....	15

LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

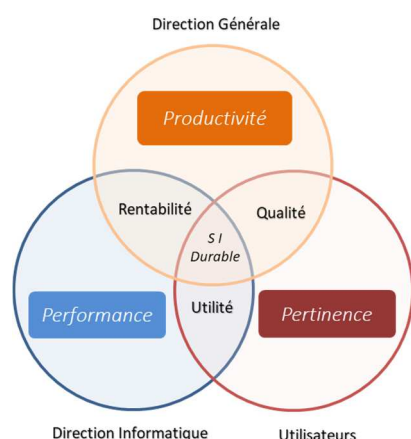


La RSE ou Responsabilité Sociétale des Entreprises se définit comme la prise en compte par les entreprises des enjeux sociaux, environnementaux et économiques dans leur stratégie, leur production et leurs reportings de gestion, pour améliorer leurs performances. L'entreprise s'engage à « produire bien », à être « vertueuse » économiquement ainsi qu'à améliorer ses performances d'exploitation. La mise en place d'une démarche RSE implique ainsi une évaluation des performances, des coûts et de l'impact de l'activité de l'entreprise sur les trois composantes de la RSE.

La RSE relève de la « soft law », elle est encadrée par un corpus de normes internationales qui impliquent des engagements variables de la part des entreprises. La norme ISO 26000, la GRI (Global Reporting Initiative) et le Global Compact donnent les grandes directions de la politique RSE de l'entreprise.

Dès 2010, Quadria a initié cette démarche en faisant réaliser son Bilan Carbone : aujourd'hui la RSE fait partie intégrante de la stratégie de Quadria.

LES VALEURS ET LES METIERS DE QUADRIA



Quadria accompagne ses clients tout au long du cycle de vie de leur Système d'Information (SI). Cela induit une parfaite coordination des attentes des parties prenantes qui participent au fonctionnement du SI :

- La Direction Générale recherche la productivité de son entreprise,
- Les utilisateurs sont sensibles à la pertinence des outils informatiques mis à leur disposition
- La Direction informatique recherche la performance globale de son SI.

C'est avec cette démarche que Quadria contribue à la mise en place de Systèmes d'Information durables chez ses clients

LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL



Droits de l'Homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme ;
2. À veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme



Normes internationales du travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
4. À contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
5. À contribuer à l'abolition effective du travail des enfants ;
6. À contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession



Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
8. À prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9. À favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement



Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin



United Nations
Global Compact

EXEMPLES D'APPLICATION DES 10 PRINCIPES CHEZ QUADRIA

AU NIVEAU DES DROITS DE L'HOMME



Quadria contribue, dans sa sphère d'influence, à promouvoir les droits de l'homme et veille à sensibiliser ses collaborateurs, clients, partenaires et fournisseurs.

C'est ainsi, que pour tous les recrutements, la Direction des Ressources Humaines ne prend en compte que la valeur du travail, et ce, en dehors de tout autre critère.

De la même façon, , lorsque Quadria fait appel à de la sous-traitance, elle s'assure que ses prestataires respectent les droits de l'homme.

AU NIVEAU DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL



Quadria respecte la réglementation sociale (droit du travail, conventions collectives, loi et textes réglementaires) qui lui est applicable sur le lieu de ses activités, et ce en conformité des conventions émises par l'Organisation Internationale du Travail. Cet engagement concerne en particulier l'âge minimum et le travail des enfants, la liberté syndicale, le droit d'organisation et de négociation collective, le travail forcé ou obligatoire,

l'égalité de rémunération entre femmes et hommes, la non-discrimination dans l'emploi, le temps de travail ainsi que le salaire minimum.

Le personnel salarié de Quadria est ainsi constitué sans discrimination, notamment de race, de couleur, de religion, d'âge, de sexe, d'orientation sexuelle, d'opinion politique, d'ascendance nationale, d'origine sociale. Quadria entend fournir à ses collaborateurs les moyens et les conditions de travail favorables à leur épanouissement professionnel.

Quadria est attaché au dialogue social et le conduit avec sincérité et loyauté car il constitue un gage de confiance dans la relation entretenue entre Quadria et ses collaborateurs.

Quadria respecte la vie privée de ses collaborateurs, et observe la neutralité à l'égard des opinions politiques, des croyances philosophiques ou religieuses.

Quadria s'engage à appliquer les bonnes pratiques sociales décrites dans sa Charte Ethique sur chaque lieu où s'exerce son activité et à tout mettre en œuvre pour les faire appliquer par ses fournisseurs, sous-traitants et partenaires.

AU NIVEAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



La protection de l'environnement est l'affaire de toutes les parties prenantes.

Plusieurs actions ont été menées de front en 2017 avec comme objectif de sensibiliser les salariés, les fournisseurs et les clients à l'importance d'une approche environnementale dans leur quotidien et leurs métiers.

Auprès des salariés : Fin 2017, dans le cadre de la campagne nationale et en partenariat avec le cabinet LEYTON, Quadria a procédé à la distribution de 5 ampoules basse consommation « LED » à chacun de ses collaborateurs (CF. la convention signée avec Leyton en Annexe 1)

Ce tableau donne le flux lumineux et la consommation de l'ampoule LED correspondants à une ampoule classique. Généralement la consommation électrique avec une LED est 8 à 10 fois plus faible.

Tableau pour une ampoule à incandescence	Puissance de l'ampoule incandescence à remplacer	Flux lumineux correspondant	Ampoule LED de remplacement	Consommation / an (4h/jour) Incandescence / LED
	25W	200 lumens	2W	36 kWh / 3 kWh
	50W	450 lumens	5 à 6W	73 kWh / 7 kWh
	60W	600 lumens	7 à 8W	87 kWh / 10 kWh
	75W	800 lumens	8 à 10W	109 kWh / 12 kWh
	100W	1200 lumens	12W	146 kWh / 18 kWh
	150W	1900 lumens	20W	219 kWh / 29 kWh

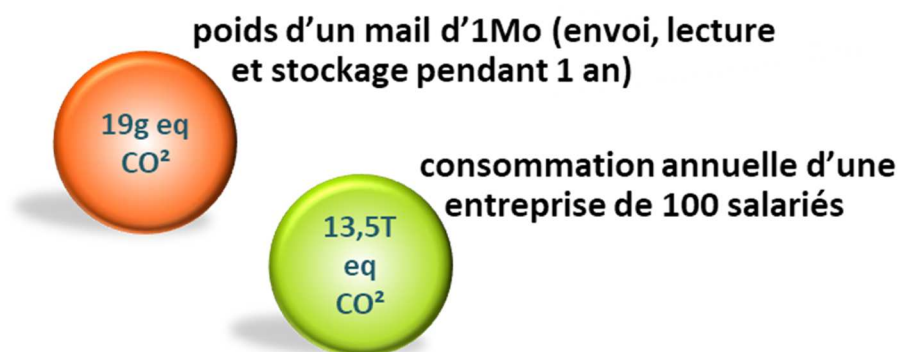
Cette opération a bien été relayée dans toutes les agences de Quadria et le taux de participation a été de l'ordre de 80%.

Auprès des Clients : Dans le cadre de la mise à jour du Baromètre Green IT réalisé fin 2016, début 2017 par l'AGIT, Alliance Green IT, Quadria a sollicité l'ensemble de ses clients pour leur demander de répondre à un questionnaire destiné à mesurer leur niveau de maturité Green IT (Cf Annexe 2). Ce baromètre d'envergure nationale est un bon indicateur de l'engagement des entreprises en termes de Système d'Information Durable.



<http://alliancegreenit.org/agit/publications/>

Auprès des Fournisseurs : Une campagne de sensibilisation a été menée conjointement par les Services Marketing et Achats de Quadria, relative au poids (Mo # kgeq CO2) que représente la diffusion non centralisée de fichiers tarif par email (cf Annexe 3).



AU NIVEAU DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



La corruption - que l'on définit comme « l'abus du pouvoir que l'on vous a confié à des fins d'enrichissement personnel » - peut prendre différentes formes, depuis des manifestations d'influence mineures jusqu'à la corruption institutionnalisée. La corruption met en danger la réputation d'une entreprise, et accroît les risques juridiques, financiers et autres.

La centralisation des achats chez Quadria à au siège Limoges permet de :

- Prévenir les pratiques de corruption active et/ou passive au sein des processus achats (dessous de table, extorsions, fraudes, règles relatives aux cadeaux et invitations, etc.) ;
- Définir et prévenir les conflits d'intérêts ;
- S'assurer du respect par les fournisseurs des standards en matière de prévention de la corruption.

Parallèlement Quadria demande à ses fournisseurs de ne pas objectiver individuellement les commerciaux de Quadria en les donnant des cadeaux. Les campagnes de promotion des fournisseurs sont toutes encadrées et contrôlées par la Direction Marketing et la Direction Générale de Quadria.

Des procédures strictes encadrent également les rares cadeaux accordés par Quadria à ses clients à l'occasion des fins d'année civile : tout cadeau client doit ainsi faire l'objet, de la part de la Direction d'Agence à l'origine de cette initiative, d'une demande d'engagement préalable visée par la Direction Générale, et archivée ensuite dans le système d'information de l'entreprise.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : CONVENTION SIGNÉE AVEC LEYTON

LEYTON

CONTRAT DE PARTENARIAT DANS LE CADRE
DU DISPOSITIF DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE ET DE
« FOURNITURE DE LEDS »

Entre

La Société : QUADRIA

Adresse : 56 rue Paul Claudel – 87000 LIMOGES

SIREN : 757 501 028

Représentée par : Gilles PERROT en qualité de : Président Directeur Général

Déclarant être dûment habilité à cet effet, ci-après désigné « **LE CLIENT** ».

Et

La société **LEYTON - OFEE**,

Société par actions simplifiées ayant son siège social sis 146 Bureaux de la Colline – 92213 SAINT CLOUD CEDEX

RCS 504 668 377 - Capital social de 425.006,00 euros,

Représentée par Anthony KOHLER, en qualité de Partner

Déclarant être dûment habilité à cet effet,

Ci-après désignée « **LEYTON - OFEE** »

Ci-après individuellement dénommées une « **Partie** » et collectivement dénommées « **les Parties** ».

PREAMBULE

Au titre de la loi de Programme n°2005-781 du 13 juillet 2005, modifiée par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, fixant les Orientations de la Politique Énergétique de la France dite loi POPE, les distributeurs d'énergies sont contraints de réaliser des économies d'énergie.

La Société LEYTON - OFEE est ainsi devenue un acteur Obligé en vertu de l'article L. 221-1 du code de l'énergie, c'est-à-dire astreint à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie.

Le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (ci-après dénommés « CEE ») constitue l'un des principaux instruments de cette politique de maîtrise de la demande énergétique. Le Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie (ci-après dénommé « PNCEE ») délivre ainsi des CEE afin de prouver qu'une action d'économie d'énergie a été réalisée par les Obligés dans les conditions des articles L.221-7 et L.221-8 du Code de l'énergie.

Les diodes électroluminescentes, (ci-après dénommées « LEDs ») induisent une consommation inférieure aux lampes à incandescence ; leur utilisation permettant alors la réalisation d'économies d'énergie.

Le Client souhaite s'engager dans une démarche de développement durable et d'économies d'énergie en mettant des LEDs à la disposition de ses salariés et prestataires.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées afin de convenir de la fourniture de LEDs par LEYTON - OFEE au Client, en contrepartie de la transmission par cette dernière des éléments permettant à LEYTON - OFEE de faire inscrire en son nom les CEE correspondants à cette opération.

Il a ainsi été convenu et arrêté ce qui suit :



LEYTON

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

CERTIFICAT D'ECONOMIES D'ENERGIE : désigne les CEE dont LEYTON - OFEE sollicitera la délivrance auprès du Pôle National des Certificats d'économies d'énergie (PNCEE) au titre des économies réalisées par la distribution de LEDs dans le cadre du présent Contrat.

CONTRAT : désigne le présent Contrat de Partenariat et ses éventuels annexes et avenants.

ETAT RECAPITULATIF : Fichier permettant de réunir les informations nécessaires à l'identification des utilisateurs finaux soit : le nom, le prénom, l'adresse, le nombre de LEDs distribuées avec marque et référence, le lieu de distribution, la date et la signature.

LEDs : désigne les lampes à diodes électroluminescentes de classe A+ répondant aux critères imposés par la fiche d'opération standardisée n° BAR-EQ-111 « Lampe à LED de classe A+ » établie par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie dans le cadre du dispositif des CEE, objets de la prestation.

OPERATION : désigne l'opération standardisée d'économies d'énergie n° BAR-EQ-111 définie par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie pour lesquelles une valeur forfaitaire de CEE a été définie, mise en œuvre par les Parties dans le cadre du présent Contrat.

DATE D'ENGAGEMENT DE L'OPERATION : correspond à la date de distribution de la 1^{ère} LED.

DATE D'ACHEVEMENT DE L'OPERATION : correspond à la date de distribution de la dernière LED. **Le délai entre la date d'engagement et la date d'achèvement ne peut dépasser six mois.**

ARTICLE 2 – OBJET

Le présent Contrat a pour objet de fixer les conditions et modalités de l'intervention de LEYTON - OFEE auprès du Client.

LEYTON – OFEE incite, via le Client, ses salariés ainsi que ses prestataires à réaliser des économies d'énergie par l'installation de LEDs au sein de leur domicile. Cette opération entre dans le champ du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie et est mentionnée au sein de la fiche standardisée BAR-EQ-111, dont la première page est jointe au présent Contrat (**Annexe 1**).

Ainsi, LEYTON – OFEE réalise une prestation de fourniture de LEDs au Client pour distribution à ses salariés et prestataires, utilisateurs finaux de l'Opération. Les LEDs respectent les exigences techniques prévues par la fiche standardisée et peuvent donc permettre au bénéficiaire de prétendre à l'obtention de Certificats d'Economies d'Energie.

Ainsi, en échange de la livraison et de la fourniture des LEDs par LEYTON - OFEE, le Client transfère la titularité du bénéfice des CEE qui résulteront de cette Opération. Par conséquent, LEYTON - OFEE sera seule en droit de procéder à une demande de CEE auprès du PNCEE au titre de cette Opération, le Client s'engageant à n'effectuer aucune demande pour son propre compte. LEYTON - OFEE est considéré comme distributeur directement les LEDs aux utilisateurs finaux.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE LEYTON - OFEE

LEYTON - OFEE s'engage à livrer le volume de LEDs précisé au sein de l'Article 4 du présent Contrat au siège du Client ou sur les sites convenus, dans un délai d'(1) un mois à compter de la signature du présent Contrat.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client s'engage par la présente sur un volume maximum de 5 LEDs distribuées à titre gratuit pour 232 salariés ou prestataires soit un total de 1 160 LEDs.

LEYTON

De plus le Client s'engage à :

- Informer ses salariés et prestataires de la prochaine remise de cinq LEDs gratuites par salarié et prestataire dans un délai de (15) quinze jours maximum après la signature de la présente et avant la Date d'engagement de l'opération ;
- Transmettre les éléments et modalités du plan de communication à LEYTON - OFEE en retour ;
- Réceptionner lesdites LEDs au sein de ses locaux et en accuser réception par écrit ;
- Distribuer lesdites LEDs à ses salariés et prestataires et faire remplir l'Etat récapitulatif fournis par LEYTON - OFEE (**Annexe 2**), dans un délai de (15) quinze jours à compter de leur réception ;
- Retourner à LEYTON - OFEE, les Etats récapitulatifs complétés et signés par le Client, prévus en **Annexe 2** du Contrat, dans les (15) quinze jours suivant la fin du délai de distribution.

Dans le cas où toutes les LEDs n'auraient pas été distribuées à ses salariés, le Client dispose du choix suivant :

- Restituer les LEDs n'ayant pas été distribuées à LEYTON - OFEE dans un délai de (15) quinze jours à compter de l'achèvement de l'Opération, à ses propres frais et à l'adresse qui lui sera fournie par LEYTON - OFEE ;
- Distribuer les LEDs à d'autres salariés ou prestataires que ceux envisagés précédemment sous réserve de remplir l'Etat récapitulatif ;
- Rembourser LEYTON - OFEE, au tarif forfaitaire de deux (2) euros par LED n'ayant pas été distribuée au cours de la période comprise entre la Date d'engagement de l'opération et la Date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 5 – MODALITES DE LA PRESTATION

La livraison de LEDs matérialise la contribution de LEYTON – OFEE dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Ainsi la prestation décrite à l'article 2 du présent Contrat est réalisée par LEYTON – OFEE en contrepartie du transfert de la titularité des Certificats d'Economies d'Energie découlant de la distribution des LEDs du bénéficiaire étant la personne morale qui distribue les LEDs aux utilisateurs finaux. Elle ne générera aucune facturation ni aucun frais pour le Client. Toutefois, le Client s'engage à rembourser à LEYTON - OFEE, sur facture, le nombre de LEDs fournis par LEYTON - OFEE, s'il ne satisfait pas à son obligation de remettre à LEYTON - OFEE les documents cités à l'article 4 du présent Contrat.

ARTICLE 6 - DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat prend effet à sa date de signature et prendra fin à la date de réception par LEYTON - OFEE des CEE correspondant aux économies réalisées au titre de l'Opération mise en œuvre dans le cadre du présent Contrat.

ARTICLE 7 – LOI APPLICABLE – JURIDICTION

Le présent Contrat est soumis à la loi française.

Toute difficulté relative à son interprétation, son exécution ou ses conséquences sera soumise au tribunal désigné par les règles de compétence du Code de procédure civile.

Fait à Limoges le 22/08/17, en double exemplaire.

Pour LEYTON - OFEE :

Anthony KOTLEA
Nom, fonction, cachet et signature précédés de la mention « Lu et approuvé, bon pour accord »
Lu et approuvé
Bon pour accord

LEYTON
146, Bureaux de la Colonne
92213 SAINT-CLOUD Cedex
Tél : 01 55 39 11 00 - Fax : 01 55 39 11 30
S.A.S. capital de 5 841 317 € - APE 7022Z
SIREN 414 008 399 RCS NANTERRE

Page 3 sur 5

Pour Le Client :

Lu et approuvé
Quadria
Lu et approuvé
Paro d'Activités Energie-Journe
56 rue Paul Claudel - 87000 LIMOGES
Tél. 05 55 06 44 50 - Fax 05 55 06 44 50
SIREN 757 501 028

Certificats d'économies d'énergie

Opération n° BAR-EQ-111

Lampe à LED de classe A+

1. Secteur d'application

Bâtiments résidentiels neufs ou existants en France métropolitaine et en France d'outre-mer.

2. Dénomination

Utilisation dans un logement d'une lampe à diodes électroluminescentes (LED) de classe A+.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

Les lampes à LED répondent aux spécifications suivantes :

- classe énergétique « A+ » au minimum ;
- durée de vie d'au moins 15 000 heures ;
- groupe de risque « 0 » selon la norme NF EN 62471 - Sécurité photobiologique des lampes et des appareils utilisant des lampes.

Le bénéficiaire est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final, sauf s'il s'agit d'un commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre cet équipement à des détaillants, des grossistes, des intermédiaires, des utilisateurs professionnels ou des collectivités. La distribution est réalisée à titre payant (vente) ou à titre gratuit (don).

Le professionnel mettant en œuvre l'opération est la personne morale distribuant (vente ou don) l'équipement à l'utilisateur final.

Dans le cas où le distributeur est un commerce de gros consistant à acheter, entreposer et vendre cet équipement à des détaillants, des grossistes, des intermédiaires, des utilisateurs professionnels ou des collectivités, le bénéficiaire est celui défini par l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur.

La preuve de réalisation de l'opération mentionne l'acquisition de lampes à LED par le bénéficiaire. Ce document mentionne le nombre, la classe énergétique, la puissance, le groupe de risque selon la norme NF EN 62471 et la durée de vie des lampes acquises.

A défaut, elle mentionne l'acquisition d'un nombre donné d'équipements identifiés par leurs marques et références, et elle est complétée par un document issu du fabricant indiquant que les équipements de marques et références acquis sont des lampes à LED. Ce document précise la classe énergétique, la puissance, le groupe de risque selon la norme NF EN 62471 et la durée de vie des lampes.

Lorsque le bénéficiaire est la personne morale distribuant l'équipement à l'utilisateur final :

- la preuve du rôle actif et incitatif du demandeur détaille les modalités de transmission de la contribution du demandeur des CEE jusqu'à l'utilisateur final de la lampe. Ce dernier est notamment informé de la contribution du demandeur, identifié via sa raison sociale, et du fait que le demandeur est à l'origine de la contribution dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;
- la date d'engagement de l'opération correspond à la date de distribution de la première lampe et la date d'achèvement de l'opération correspond à la date de distribution de la dernière lampe. Le délai entre ces deux dates ne peut dépasser six mois ;



LEYTON

Annexe 2 : Etat récapitulatif de Distribution de LEDs par LEYTON - OFEE

Cette Opération s'inscrit dans le cadre des **Certificats d'Economies d'Energie** tels que définis par la loi de Programme n°2005-781 du 13 juillet 2005, modifiée par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, fixant les Orientations de la Politique Energétique de la France dite loi POPE. Ainsi, LEYTON - OFEE est contraint de réaliser des économies d'énergie, et devient ainsi un « Obligé » en vertu de l'article L. 221-1 du code de l'énergie, c'est-à-dire astreint à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie.

En ce sens, le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie constitue l'un des principaux instruments de cette politique de maîtrise de la demande énergétique. Le Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie (ci-après dénommé « PNCEE ») délivre ainsi des CEE prouvant qu'une action d'économie d'énergie a été réalisée par les Obligés dans les conditions des articles L.221-7 et L.221-8 du Code de l'énergie. La distribution gratuite des LEDs est ainsi possible grâce à **LEYTON - OFEE**. En contrepartie, l'obligé LEYTON - OFEE obtiendra des certificats d'économies d'énergie (dits CEE).

En signant le présent Etat récapitulatif, j'atteste recevoir le nombre de XX LEDs de marque VTAC VT-1853, de puissance 10W dont la durée de vie est de 20 000H et je m'engage à les installer à mon domicile et à ne pas les revendre.

*Référence de l'Etat récapitulatif N° _____, du site _____

Signature Client _____

NOM PRENOM de l'utilisateur final	ADRESSE DU DOMICILE de l'utilisateur final	NOMBRE DE LEDS VTAC VT-1853	DATE DE DISTRIBUTION	LIEU DE DISTRIBUTION	SIGNATURE

OP AK

ANNEXE N°2 : LETTRE D'ENGAGEMENT AVEC L'AGIT



Alliance Green IT
Association loi 1901
☎ +33 (0)1 82 28 82 12
✉ contact@alliancegreenit.org
🌐 <http://alliancegreenit.org>

Madame, Monsieur,

L'AGIT a effectué entre fin 2016 et début 2017 une enquête appelée Baromètre Green IT 2017, visant à évaluer le niveau de maturité des entreprises françaises en termes de mise en place de pratiques Green IT.

Au stade de diffusion de l'enquête à l'ensemble des parties prenantes, vous avez été sollicité pour diffuser le questionnaire au sein de vos réseaux (clients, partenaires, prestataires... etc.).

Grâce à votre soutien, l'enquête a connu cette année un grand succès et un accueil très favorable, qui nous a permis d'obtenir un résultat robuste, très proche de la réalité et représentatif au niveau national, en termes d'effectif, de chiffre d'affaires et de secteur d'activité des répondants.

Comme nous vous l'avions proposé, nous vous offrons si vous le souhaitez la possibilité d'apparaître sur le livrable final dans une rubrique « contributeurs ayant participé à la diffusion de l'enquête ».

Dans ce cadre, pourriez-vous svp en signant ce document:

- Nous confirmer la diffusion du questionnaire dans vos réseaux
- Nous envoyer votre logo pour apparition dans le livrable
- Nous confirmer le droit d'utiliser de votre logo dans le livrable final

L'organisation / entreprise / association / groupement QUADRIA certifie avoir diffusé le questionnaire du baromètre Green IT de l'AGIT et donne son accord explicite pour utilisation de son logo dans le livrable associé à l'enquête.

Fait à Limoges le 2/10/17

Nom, prénom et signature

Corinne Boubet

Vous pouvez nous retourner ce document signé, accompagné de votre logo à contact@alliancegreenit.org

L'AGIT et le groupe de travail associé au baromètre tiennent à vous remercier chaleureusement pour votre soutien.

Tristan Labaume
Président de l'Alliance Green IT

Alliance Green IT - Association loi 1901 - Siret N°539 270 280
Siège social : 41 - 43 rue Paul Bert - 92 100 - Boulogne Billanc

ANNEXE N°3 : SENSIBILISATION DES FOURNISSEURS

De : BOUBET Corinne

Envoyé : jeudi 18 août 2016 17:47

Objet : Déposez vos communications dans l'Intranet Quadria

Bonjour,

Dans la cadre de notre démarche RSE nous souhaitons limiter les effets néfastes de la communication électronique en réduisant le nombre de messages transmis à nos équipes.

Un petit calcul simple pour illustrer ces propos : 50 destinataires qui reçoivent tous 10 messages de 2 Mo chacun tous les mois (MAJ de tarif par exemple), ça fait 12 Go par an, alors qu'un lien vers un Intranet a le même effet !

Comme vous le savez, l'Intranet Quadria est alimenté par les informations que je reçois directement, puis un bulletin hebdomadaire de synthèse répertoriant toute l'actualité de la semaine est envoyé à tous les collaborateurs Quadria. Personne ne peut passer à côté de l'information ☺

Aujourd'hui nous vous proposons de déposer vous-même vos communications dans l'Intranet Quadria en transmettant vos messages uniquement sur l'adresse infofournisseur@quadria.fr

Merci par avance pour votre collaboration.

Bien cordialement

Corinne Boubet

Directrice Marketing



Tél. +33 (0)5 55 06 44 36
Mobile +33 (0)6 43 67 46 87
Fax +33 (0)5 55 06 44 60
c.boubet@acecom.fr
www.quadria.fr



Découvrez la nouvelle présentation de nos offres sur Quadria.fr

RESEAU EURALLIANCE'S